

Le vrai déficit du Québec

Soyons clairs, le manque de main-d'œuvre observé actuellement n'est que la pointe de l'iceberg. Le marché de l'emploi vit une transformation radicale et historique. Et les emplois de demain ne seront pas ceux d'aujourd'hui. À l'ère du numérique, des technologies de communication toujours plus sophistiquées et des avancées de l'intelligence artificielle, ils demanderont des connaissances plus élevées et constamment renouvelées.

Le changement est déjà visible. En 2017, presque la moitié des postes vacants au Québec requérait un diplôme postsecondaire. Et le besoin augmente rapidement. À l'horizon de 2024, trois quarts des nouveaux emplois créés exigeront une formation de niveau collégial ou universitaire. Six ans, c'est tout juste le temps qu'il faut pour qu'une personne entrant au cégep cette année obtienne son baccalauréat.

Voilà le vrai déficit auquel il importe de s'attaquer pour l'avenir du Québec. Et l'enseignement supérieur fait partie de la solution.

Un retard à combler

L'urgence est bien réelle. Même si nous avons fait de grands progrès depuis 50 ans, nous avons toujours un retard à rattraper et qui se confirme lorsqu'on compare le Québec avec d'autres provinces ou avec les pays de l'OCDE qui vivent les mêmes défis que nous. Avec un peu plus du quart (27 %) de sa population de 24 à 64 ans possédant un diplôme universitaire, le Québec est sous la moyenne canadienne (29 %) et nettement en retard par rapport aux pays de l'OCDE (34 %). L'écart est encore plus marqué lorsqu'on compare les jeunes générations entre elles.

Et si on regarde les tendances, tous les pays font continuellement des progrès, y compris ceux étant dans de meilleures positions. En d'autres termes, l'écart se maintient et même se creuse par rapport à d'autres pays mieux outillés que nous pour faire face à l'économie de demain.

Un potentiel de talents partout, à la grandeur du Québec !

Un talent se développe. L'histoire des dernières décennies le prouve, alors que les francophones étaient peu présents sur les bancs des universités. Il nous faut poursuivre les efforts pour augmenter l'accessibilité aux études supérieures, partout sur le territoire.

Si on admet que le talent n'a pas d'adresse, le développer demande cependant de consentir des efforts et des moyens, en particulier auprès de certains groupes comme les jeunes dont les parents n'ont pas fréquenté l'université, les personnes autochtones, celles vivant dans les régions, etc. De même, faut-il souligner les écarts entre certains territoires, comme la région de la Capitale-Nationale où près du tiers de la population âgée de 25 à 64 ans détient un diplôme universitaire, alors qu'en Abitibi-Témiscamingue, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et au Centre-du-Québec, le taux est de moins de 15 %?

Là aussi, les économies sont en transformation et les besoins de personnes hautement qualifiées se font sentir. C'est pourquoi les programmes d'enseignement des établissements de l'Université du Québec sont nourris des connaissances les plus récentes développées par leurs équipes de chercheurs et leurs professeurs. Leurs travaux sont reconnus vitaux dans plusieurs secteurs : la

forêt, l'environnement, les matériaux, le givre, les soins de santé en région, etc. Les liens forts avec la recherche scientifique offrent un cadre stimulant pour développer des capacités d'analyse et de jugement critique essentielles pour évoluer dans le monde actuel.

C'est dire l'importance de retrouver des universités partout sur le territoire pour former la relève, pour soutenir l'engagement citoyen et pour s'attaquer aux enjeux de développement du Québec.

La responsabilité de nos élus par-delà la campagne

Le secteur de l'enseignement supérieur est souvent perçu comme complexe, hermétique, voire élitiste. En réalité, notre système québécois est l'un des plus accessibles qui soit, et est vital pour notre avenir collectif. Il me semble incontournable de prendre à bras le corps ses défis, et notamment de reconnaître la mission unique du réseau de l'Université du Québec qui conjugue enseignement, recherche et services aux collectivités, partout sur le territoire.

Les élus d'aujourd'hui préparent la société de demain. Leur responsabilité est grande. Ce sont leurs capacités à voir au-dessus de la mêlée et à faire preuve d'ambition qui feront progresser toute la société québécoise.

Johanne Jean,
Présidente de l'Université du Québec